



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Travaux d'entretien de second œuvre des bâtiments
d'Ile de France de la Caisse des Dépôts et
Consignations (CDC)**

Lots n° 1 à 3

MARCHE N° 20255148

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
6.3 - Répartition des dépenses communes	8
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Facturation	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
10.1 - Modification du patrimoine	11
10.2 - Implantation des ouvrages	11
10.3 - Préparation et coordination des travaux	12
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	12
10.3.3 - Registre de chantier	12
10.4 - Etudes d'exécution	12
10.5 - Obligations du titulaire	12
10.6 - Confidentialité	13
10.7 - Obligation de conseil et de mise en garde	14
10.8 - Garantie en contrefaçon	14
10.9 - Force majeure	15
10.10 - Travail clandestin	15
11 - Garantie des prestations	16
12 - Pénalités	16
12.1 - Pénalités de retard	16
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
12.3 - Autres pénalités	20
13 - Assurances	20
14 - Résiliation du contrat	20
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	20
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
15 - Règlement des litiges et langues	21
16 - Clauses complémentaires	21
16.1 - Information du titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT	21
16.2 - Accès aux locaux	21

16.3 - Information sur le dispositif de déontologie du Pouvoir Adjudicateur	21
16.4 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption	21
16.5 - Conflits d'intérêt	21
16.6 - Régularité administrative du titulaire	22
16.7 - Changement de circonstances	23
17 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux d'entretien de second œuvre pour le patrimoine immobilier d'Angers-Cholet de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Régions	Sites	Immeubles	Surfaces [m²]	Activités	Niveaux d'occupation
Ile de France	Paris 7	26 rue de Lille 75007 Paris	2.950	Bureaux	2 sous-sols et 6 niveaux
	Paris 7	51 rue de Lille 75007 Paris	6.285	Bureaux	2 sous-sols et 7 niveaux
	Paris 7	56 rue de Lille 75007 Paris	29.480	Bureaux	1 sous-sol et 7 niveaux
	Paris 7	59 rue de Lille 75007 Paris	2.275	Bureaux	1 sous-sol et 8 niveaux
	Paris 7	67 rue de Lille 75007 Paris	3.050	Bureaux	1 sous-sol et 6 niveaux 1 jardin
	Paris 7	15 quai Anatole France 75007 Paris	13.171	Bureaux	3 sous-sols et 8 niveaux
	Paris 7	27 quai Anatole France 75007 Paris	350	Bureaux	1 niveau
	Paris 13	Austerlitz 1 72 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	18.842	Bureaux	1 sous-sol et 8 niveaux
	Paris 13	Austerlitz 2 2 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	~ 16.636	Bureaux	2 sous-sols et 8 niveaux
	Paris 13	Austerlitz 3 15 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	8 867	Bureaux	8 niveaux dont 2 en occupés par un service externe
	Paris 13	Austerlitz 5 (à partir de 2027) 50 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	44.414	Bureaux	3 sous-sols et 7 niveaux
	Paris 13	Austerlitz 6 (à partir de 2027) 60 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	25.000	Bureaux	1 sous-sol et 9 niveaux

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Maçonnerie, plâtrerie, cloisonnement traditionnel, cloison amovible et modulaire, et vitrerie
02	Peinture, revêtements murs et sols, faux plafonds et faux planchers
03	Stores

Dans le présent document, sauf stipulation contraire, le terme « accord-cadre » désigne chacun des lots mentionnés ci-dessus.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

La présente consultation donne lieu à un accord cadre à bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants maximums des prestations par lot sont pour la période initiale de :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum HT 1ere année	Montant maximum HT 2 ^e année
01	Maçonnerie, plâtrerie, cloisonnement traditionnel, cloison amovible et modulaire, et vitrerie	475 000 €	375 000 €
02	Peinture, revêtements murs et sols, faux plafonds et faux planchers	750 000 €	417 000 €
03	Stores	62 500 €	21 000 €

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au titulaire par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- la nature et la description des travaux à réaliser.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par le pouvoir adjudicateur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le titulaire. Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de notifier des bons de commande au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chaque lot :
 - Désignation des cotraitants et répartition des prestations ;
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, commun à tous les lots :
 - Annexe 1 : RGPD ;
 - Annexe 2 : Attestation non-conflits d'intérêt ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), spécifique à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du candidat, spécifique à chaque lot ;
- le cadre RSE du titulaire, pour chaque lot.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les modalités sont détaillées dans l'annexe 1 « RGPD » du présent document.

5 - Durée et délais d'exécution

L'Accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

L'Accord-cadre pourra être reconduit tacitement une fois, pour une durée d'une (1) année supplémentaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder deux (2) ans.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'Accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le Pouvoir Adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre.

L'exécution des prestations débutent à compter de la réception du bon de commande. Le délai d'exécution est indiqué par le titulaire dans son devis en concertation avec les représentants de la CDC.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix tient également compte de tous les sujétions d'exécution des études et des travaux normalement prévisibles dont notamment :

- Les charges ainsi que tous les frais et dépenses de toute natures nécessaires au titulaire pour réaliser les travaux (notamment ceux correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir ses moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer les travaux dans le respect du calendrier d'exécution) ;
- Les frais résultant des demandes du contrôleur technique et du coordonnateur SPS, tant en cours d'études qu'en cours de travaux, pour autant qu'elles portent sur des mises en conformité avec la réglementation en vigueur à la date de notification du marché ;
- Les frais liés aux vérifications, essais et épreuves des produits ;
- Les frais relatifs à tous les éléments techniques résultant des propositions de l'entreprise ou nécessaires pour l'approbation par le contrôle technique ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P. notamment les frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets, gravois et emballages qui seront effectués quotidiennement et stockés à des endroits qui seront fixés par le maître d'œuvre ;
- Toutes sujétions pour le maintien en service des réseaux existants conservés en place et/ou dévoyés ;
- Les taxes fiscales et parafiscales ;
- Les frais d'assurances résultant des obligations définies à l'article correspondant du présent CCAP ;
- Les frais d'établissement des devis et des études y afférent en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'œuvre et/ou par le maître d'ouvrage qu'elles soient suivies d'effet ou pas ;
- Les frais à la charge de l'entreprise relatifs aux installations de logistique de chantier ;
- Les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre concernant notamment la reprise d'études d'exécution non conformes aux plans de conception élaborés par le maître d'œuvre ;
- Les frais correspondant à la mise en place de mesures environnementales telles que décrites dans le présent contrat.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (octobre 2025) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés **annuellement**, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT (n) / BT (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Pour l'ensemble des lots, l'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est : BT50 (Index du bâtiment - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010).

Le titulaire a un délai d'un mois à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre pour transmettre à la CDC son BPU avec les prix révisés. Passé ce délai, aucune révision de prix ne pourra être effectuée.

6.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Facturation

Les bons de commandes seront facturés et réglés après exécution des prestations et signature par la CDC du PV de réception des travaux.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement (acomptes, soldes) indiquent impérativement le numéro de commande du Pouvoir Adjudicateur. A défaut, elles seront retournées au Titulaire.

De plus, chaque facture doit obligatoirement, sous peine de rejet, comporter les coordonnées bancaires ou être accompagnée d'un RIB.

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

Comment accéder au service en ligne ?

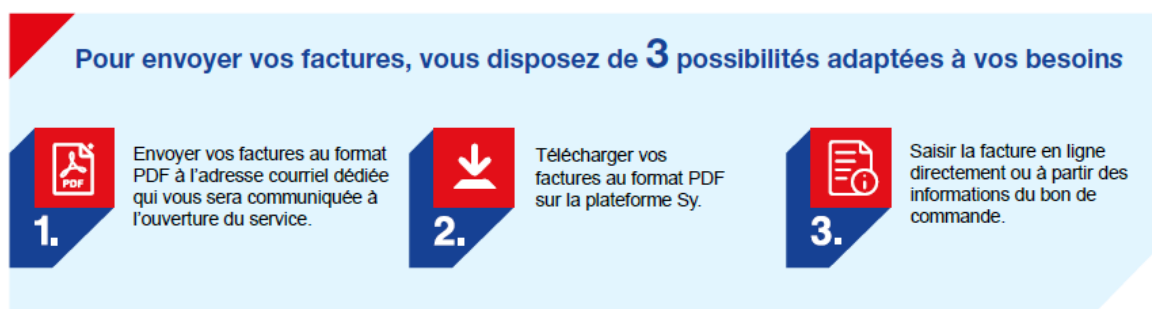
- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY**

A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.

- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY**

A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

Comment utiliser la plateforme SY ?



Les informations à mentionner sur vos factures

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts.
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

Les règles à suivre pour transmettre vos factures

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CDC (par exemple *commande CDC* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN* :) ;
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts

- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail

Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez :

Assistance-SY@caissedesdepots.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du présent accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du présent accord-cadre, hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TX ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent accord-cadre ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne habilitée par le marché à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application articles R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

10.1 - Modification du patrimoine

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter ou de diminuer le périmètre du patrimoine immobilier maintenu au titre de ce marché.

Ces modifications ne peuvent en aucun cas entraîner un bouleversement économique du marché.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Conformément à la réglementation en vigueur, Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, il pourra être fait appel à l'intervention d'un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé en fonction de la nature des travaux.

Dans ces conditions, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera de niveau III.

Les contraintes de la mission sont les suivantes :

- mettre en place les principes généraux de prévention ; notamment respecter le plan de prévention sûreté et sécurité de le Pouvoir Adjudicateur.
- Rédiger le registre journal.
- Rédiger le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

10.4 - Etudes d'exécution

A la fin des travaux, si cela lui est demandé par la CDC, le titulaire devra remettre un dossier des ouvrages exécutés (DOE) ou les documents qui lui ont été mis à disposition par la CDC mis à jour, conformément aux dispositions de l'article 3.2.11 du CCTP commun.

10.5 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du présent accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au maître d'ouvrage les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à désigner un directeur de projet/responsable travaux chargé du suivi global de la prestation. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant du maître d'ouvrage pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même directeur de projet sauf démission ou suspension du contrat de travail du directeur de projet.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du directeur de projet, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au maître d'ouvrage sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le titulaire affecte à l'exécution de l'accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en

fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.
Cet engagement du titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle le maître d'ouvrage n'aurait pas contracté.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants du titulaire serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le maître d'ouvrage, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Plus généralement, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCAP faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire pourront être amenés à travailler dans les locaux du maître d'ouvrage. Ils devront dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra le maître d'ouvrage.

10.6 - Confidentialité

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations, données et documents concernant notamment le maître d'ouvrage, de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du marché.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration du marché pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières du marché :

- les personnes dédiées à l'exécution de la prestation (et/ou sous-traitants) travailleront exclusivement sur des postes de travail dont la configuration et celle des outils de sauvegarde sera conforme aux règles de sécurité définies par le maître d'ouvrage ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par le responsable de projet du maître d'ouvrage, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- le titulaire ne gardera aucune copie des documents préparés à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non, et les détruira en fin du marché, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires, et conservée dans des conditions strictes de confidentialité.

Le titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation a été autorisée par écrit par le pouvoir adjudicateur ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant

internes qu'externes), relatifs à l'exécution du marché, et tant en ce qui concerne l'existence même du présent marché que les objectifs poursuivis par le maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations du maître d'ouvrage ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès de la Caisse des Dépôts.

10.7 - Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire informera régulièrement le représentant du maître d'ouvrage de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu, à l'égard du maître d'ouvrage, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du maître d'ouvrage, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du maître d'ouvrage.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- à alerter le maître d'ouvrage sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le maître d'ouvrage, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage ou une personne désignée par le maître d'ouvrage afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le maître d'ouvrage sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier le maître d'ouvrage de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande du maître d'ouvrage et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre au maître d'ouvrage aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

Le maître d'ouvrage s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour le maître d'ouvrage, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

En cas de mise en cause de la responsabilité du titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

10.8 - Garantie en contrefaçon

Le titulaire déclare que les créations réalisées et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent accord-cadre sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent accord-cadre et à octroyer au maître d'ouvrage les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de l'accord-cadre.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des créations réalisées constituent une contrefaçon de

droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité du maître d'ouvrage ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels le maître d'ouvrage pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais de toutes natures dépensés par le maître d'ouvrage pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour le maître d'ouvrage d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications du marché.
- soit obtenir l'autorisation pour le maître d'ouvrage de continuer à l'utiliser,
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'accord-cadre, et donc après la cessation du présent accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

10.9 - Force majeure

Les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

10.10 - Travail clandestin

Le titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Toutefois, la garantie pour tous les biens d'équipement est fixée à 2 ans, par dérogation au CCAG-Travaux.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Obligation du titulaire		Présentation de l'obligation	Fréquence de suivi & de contrôle	Moyens de suivi & de contrôle	Pénalités (en €HT)
Exécution des travaux	Retard d'intervention pour visite de chiffrage	Article 3.2.3 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Retard de transmission du devis	A la suite de la visite technique de chiffrage Article 3.2.4 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Non-respect de la date de début de prestation	La date de début des prestations est inscrite dans le devis Article 3.2.4 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Non-respect de la date de fin de prestation	La date de fin des prestations est inscrite dans le devis Article 3.2.4 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Non-respect des délais de levées des réserves	Pour chacune des réserves notifiées dans le PV de réception le titulaire prévoit un délais de réintervention Article 3.2.9 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Non présentation du devis du	Le prestation fourni avant toute commande	A la survenance	Manquement du prestataire constaté par	Pénalité applicable de 50€HT par

	fournisseur pour commande hors BPU	le devis fournisseur pour les prestations hors BPU Article 3.2.4 du CCTP	de l'évènement	la CDC et notifié par mail au prestataire	manquement constaté
	Absence de procès-verbal d'état des lieux d'entrée	Au démarrage des travaux le titulaire vise un procès-verbal d'entrée des lieux Article 3.2.5 du CCPT	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par manquement constaté
Préparation du chantier	Non-respect des consignes sur les nuisances	Article 3.2.8 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Absence de signalétique du chantier	Article 3.2.8 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Non-respect de la protection et du nettoyage quotidien du chantier	Article 3.2.8 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Modification des travaux sans autorisation de la CDC	Article 3.2.8 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
Suivi et pilotage des prestations	Absence du représentant du titulaire	Absence du titulaire sur une demande de la CDC Article 4.1.1 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 100€HT par jour d'absence constaté
	Organisation des réunions trimestrielles	Les réunions sont organisées par le titulaire Article 4.1.2 du CCTP	Trimestrielle	Manquement du prestataire constaté par la CDC et notifié par mail au prestataire	Pénalité applicable de 100€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du

					manquement constaté
	Mise à disposition des comptes rendus des réunions	Le titulaire sera établi à la suite de chaque réunion dans les 5 jours ouvrés suivants la réunion Article 4.1.2 du CCTP	Trimestrielle	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
Livrables	Document de suivi d'activité trimestriel	Le titulaire transmet à la CDC un tableau retraçant son activité via un reporting mensuel Article 3 du CCTP	Trimestrielle	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Tableau de suivi des stock	Le titulaire met à jour l'inventaire mobilier qui lui est transmis par la CDC Article 3.2.9. du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	DOE	Le titulaire envoie son bilan carbone Article 5 du CCTP	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 50€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
RSE	Bilan carbone des prestations	Le titulaire envoie son bilan carbone Article 5.2.1 du CCTP	Semestrielle	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 100€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
	Mise à disposition des bordereaux de suivi des déchets	Après chaque traitement, le titulaire doit automatiquement envoyer à la CDC les bordereaux de suivi des déchets	A la survenance de l'évènement	Manquement du prestataire constaté par la CDC et <u>notifié par mail</u> au prestataire	Pénalité applicable de 100€HT par jour calendaire de retard à compter de la date du manquement constaté
Pilotage de la performance	Délai de réponse seuil entre : - 90-100% - sous 90%	Délais de réponse à chacune des demandes / délais de réponse Article 4.2	Trimestrielle	Contrôle lors des réunions trimestrielles	Pénalité applicable : - Entre 90 et 100% : 100€ - Sous 90% : 300€

	Respect des rendez-vous, seuil entre : - 80 et 90% - Sous 80%	Présence aux rendez-vous et visites de chantier / nombre de rendez-vous et de visite de chantier Article 4.2	Trimestrielle	Contrôle lors des réunions trimestrielles	Pénalité applicable : - Entre 80 et 90% : 100€ - Sous 80% : 300€
	Nombre de chantiers avec réserve sur réception des chantiers, seuil entre : - Entre 80 et 90% - Sous 80%	Nombre de chantiers avec réserve / nombre de chantiers total Article 4.2	Trimestrielle	Contrôle lors des réunions trimestrielles	Pénalité applicable : - Entre 80 et 90% : 100€ - Sous 80% : 300€
	Respect des plannings de réalisation des prestations, seuil entre : - Entre 80 et 90% - Sous 80%	Nombre de chantier respectant le planning / nombre de chantier total Article 4.2	Trimestrielle	Contrôle lors des réunions trimestrielles	Pénalité applicable : - Entre 80 et 90% : 100€ - Sous 80% : 300€
	Conformité des devis, seuil entre : - 90 et 100% - Sous 90%	Nombre de devis conformes / nombre de devis total Article 4.2	Trimestrielle	Contrôle lors des réunions trimestrielles	Pénalité applicable : - Entre 90 et 100% : 100€ - Sous 90% : 300€
	Nombre « d'incident » constaté sur une prestation - > 0%	Nombre d'incident sur un chantier / nombre de chantier total Article 4.2	Trimestrielle	Contrôle lors des réunions trimestrielles	Pénalité applicable : - Supérieur à 0% : 100€ par incident constaté

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés à l'article 10.3.2 du présent CCAP.

En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 €, sans mise en demeure préalable, par absence.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

16 - Clauses complémentaires

16.1 - Information du titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

Le pouvoir adjudicateur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le titulaire de l'accord-cadre est informé que le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, le pouvoir adjudicateur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

16.2 - Accès aux locaux

Le titulaire est informé que la CDC applique aux intervenants extérieurs les dispositions de l'article L. 4121-1 (Principes généraux de prévention / Obligations de l'employeur) du code du travail et notamment les articles R.4511-1 à R.4515-11 relatifs à la mise en œuvre des plans de prévention.

16.3 - Information sur le dispositif de déontologie du Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du Marché, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

16.4 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

Le Pouvoir Adjudicateur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du Marché, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

16.5 - Conflits d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait

corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

16.6 - Régularité administrative du titulaire

Les documents à produire par le titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le titulaire du marché produira ainsi tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et soumis à autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

16.7 - Changement de circonstances

Il est convenu que, pendant toute la durée du marché, le titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet du marché aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique du marché, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le titulaire, sans obligation pour le pouvoir adjudicateur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour le pouvoir adjudicateur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre du marché dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

17 - Dérogations

- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux ;
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 44 du CCAG - Travaux ;
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 19.1, 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG - Travaux.